

Le Droit

La Région, vendredi 9 décembre 2005, p. 12

Droits et démocratie remet un prix à un défenseur des droits des Papous

Langlois, Christine (clanglois@ledroit.com)

Plus de 100 000 morts et du silence. Voilà en substance ce à quoi la Papouasie occidentale a eu droit au cours des dernières années, selon le récipiendaire du prix pour la liberté John-Humphrey, Yan Christian Warinussy.

Il était au Musée des civilisations hier soir pour recevoir ce prix, remis par l'organisme Droits et démocratie pour son travail à défendre son peuple. En tant qu'avocat, il tente de faire reconnaître les droits des Papous. Il affirme avoir été menacé de mort, ainsi que son épouse, à cause du combat démocratique qu'il mène. Il a été emprisonné 3 mois en 1998 et, juste avant son départ pour le Canada, il y a quelques jours, son nom a été ajouté sur une liste noire du gouvernement, qui ressemble en fait à une liste de mort. Il affirme toutefois ne pas avoir trop peur et estime qu'il doit continuer à faire connaître dans le monde la cause de la Papouasie occidentale.

L'Indonésie a conquis et occupé la Papouasie occidentale depuis les années 1960, dans une quasi indifférence internationale. Encore aujourd'hui, le *CIA World Factbook* ne mentionne pas les troubles en Indonésie, si ce n'est pour parler de rebelles séparatistes en Papouasie occidentale. Ni la Maison-Blanche, ni l'Organisation des nations unies (ONU) ne reconnaissent formellement les morts et les exactions dénoncées par les leaders papous comme M. Warinussy.

"Au Canada, les autochtones ont l'opportunité de travailler à définir et à améliorer leurs droits. Mais chez nous, on en est même pas là. Le gouvernement ne nous reconnaît pas, et nous n'avons droit à aucune sympathie de la population, qui ne nous reconnaît pas non plus."

À grands coups de menaces

En 1969, rappelle M. Warinussy, les États-Uniens ont organisé un référendum sur le territoire de la Papouasie occidentale pour savoir ce que pensaient les Papous de l'annexion du pays à l'Indonésie. Or, dit M. Warinussy, les résultats ont été influencés à grand coup de menaces.

Lui qui est avocat estime que la Papouasie occidentale est relativement bien développée, dans la mesure où elle dispose d'écoles et d'infrastructures. Mais la mise en place de colons indonésiens, depuis les années 1960, a fait en sorte que les meilleurs emplois ne reviennent bien souvent pas aux Papous.

L'Assemblée des premières nations participe, avec Droits et démocratie, à une campagne de sensibilisation du gouvernement canadien à la cause papoue. Les deux organismes souhaitent que le gouvernement canadien encourage le dialogue entre les Indonésiens et les Papous.